

Rapport du Comité exploratoire
sur le projet d'initiatives ou de création de ressources
visant à favoriser l'analyse sociale et «théologique»
liée aux pratiques des organismes du ROJeP

Août 2010

Rapport du Comité exploratoire sur le projet d'initiatives ou de création de ressources visant à favoriser l'analyse sociale et «théologique» liée aux pratiques des organismes du ROJeP

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction	p. 3
II. Résumé de la démarche du Comité	p. 3
III. Quelques éléments de la réflexion du Comité, préalable au sondage	p. 5
IV. Synthèse des résultats du sondage	p. 8
V. Notes sur l'identité, la mission, les orientations et le programme du ROJeP comme points d'ancrage d'un projet d'approfondissement et de ressources pour l'analyse sociale et théologique	p. 18
VI. Conclusions et recommandations du Comité	p. 23

Rapport du Comité exploratoire sur le projet d'initiatives ou de création de ressources visant à favoriser l'analyse sociale et «théologique» liée aux pratiques des organismes du ROJeP

I. Introduction

En janvier 2009, suite à un échange de points de vue avec Michel Beaudin qui en avait pris l'initiative, le Comité de coordination (CoCo) du ROJeP mettait sur pied un comité pour explorer la pertinence, la forme et la faisabilité d'une initiative ou de la création d'une «ressource» visant à promouvoir la mise en œuvre plus systématique de la troisième orientation mentionnée dans notre constitution : *«Favoriser l'analyse sociale et théologique de thématiques actuelles, en lien avec la pratique d'engagement chrétien pour la justice, la paix et l'intégrité de la création.»*

Le CoCo avait auparavant exprimé son intérêt pour une éventuelle «ressource» de ce type qui aurait relevé de la direction du ROJeP et qui aurait possiblement assumé les *tâches* suivantes : (i) formation des membres; (ii) assister la direction et nourrir le programme du ROJeP du point de vue théologique; (iii) contribuer à l'intégration de la dimension théologique et éthique dans la vie des organismes du ROJeP (ex. accompagner les démarches en ce sens). Mais il fallait d'abord examiner l'idée sous divers angles et la mettre à l'épreuve.

Le Comité a été formé des personnes suivantes qui ont participé, pour les unes, à l'ensemble de la démarche, et pour les autres, à une ou des étapes de celle-ci: Félix Adouayom, Michel Beaudin, Guy Côté, Jean-Luc Djigo, Marie-Dominik Langlois, David Millar, Jean-François Roussel, Marcela Villalobos Cid et Gwenda Wells.

Le présent rapport aborde successivement : (1) un résumé de la démarche du Comité, (2) un aperçu de la réflexion propre du Comité qui a mené à la mise sur pied d'un sondage auprès des organismes membres du ROJeP, (3) une synthèse des résultats du sondage, (4) quelques notes sur les orientations du ROJeP dans lesquelles devraient normalement s'inscrire toute initiative visée par le mandat du Comité, (5) quelques conclusions et recommandations du Comité, appuyées sur son interprétation du sondage, sur nos questions et réflexions ainsi qu'en principe, sur l'identité et la dynamique actuelle et prévisible du ROJeP. Nous joignons à ce rapport les *annexes* suivantes : (a) Lettre de présentation du sondage, (b) Questionnaire du sondage; (c) Compilation des réponses du sondage par question.

Le Rapport a été conçu pour regrouper en un seul document l'essentiel des données utiles aux personnes intéressées par la question faisant l'objet du mandat, sauf en ce qui concerne les paramètres constitutifs du ROJeP lui-même.

II. Résumé de la démarche du Comité

Le Comité a tenu **quatre réunions** à partir du 17 mars 2009 et a réalisé un **sondage** auprès des membres du ROJeP.

Rencontre 1 (17 mars 2009) : Rappel de la genèse de la mise sur pied du Comité; mandat et orientations; tour de table spontané sur le mandat; nous réalisons que pour mener à bien notre mandat, que pour continuer notre exploration sur des bases plus solides et ainsi parvenir à des résultats mieux arrimés à la situation et aux projets de nos organismes et du ROJeP, il nous fallait surmonter deux «flous» :

(1) Pratiques, besoins et attentes des groupes vis-à-vis de l'analyse sociale et culturelle et vis-à-vis de l'analyse théologique de type contextuel; nous voulons procéder selon une approche contextuelle, c'est-à-dire à partir des acteurs et actrices mêmes ainsi qu'à partir des pratiques existantes à valoriser et à soutenir par d'éventuels nouveaux moyens.

(2) Raison d'être effective, mission (ou manière d'être église), orientation (ex. place que doit y tenir l'actualité) et programme du ROJeP sur lesquels pourrait se greffer un projet théologique propre.

Dans le premier cas, nous faisons le projet d'un sondage auprès des membres. Dans le second cas, nous pensons référer la question au CoCO pour qu'il nous fournisse éventuellement des précisions.

- **Rencontre 2 (17 avril 2009) :** organisation du sondage; échange de nos points de vue et convictions sur une démarche de «théologie» correspondant au type d'engagement des organisations membres du ROJeP (voir le point suivant de ce rapport)
- **Rencontre 3 (5 juin 2009) :** mise au point de la lettre et du questionnaire du sondage.
- **Validation du sondage** au cours de l'été.
- **Présentation et envoi du sondage en septembre 2009.** Allongement successifs des délais jusqu'au 15 mars 2010. **Dix-neuf (19) réponses reçues** à cette date, soit près de 50% de participation. Certains organismes nous font part d'un manque de temps pour répondre à un tel sondage.
- **Rencontre 4 (19 mars 2010) :** analyse sommaire du sondage; adoption d'une structure pour un rapport que nous souhaitons bref; adoption d'une demande à adresser au CoCo du ROJeP concernant le 2^e «flou» mentionné plus haut, en ajoutant quelques questions précises; répartition de la synthèse à faire des résultats du sondage par sections de celui-ci; adoption d'un calendrier de production d'une première version du rapport en vue d'une réunion du Comité en mai et d'une remise du rapport en juin 2010.
- **Réalisation de la dernière étape :** malheureusement la disponibilité des membres n'a pu rendre possible la rédaction des synthèses pour le calendrier prévu ni la réunion du 21 mai. La version préliminaire du rapport a été rédigée au début du mois d'août, envoyée par la suite pour consultation auprès des membres du Comité, puis complétée et remise plus tard au mois d'août en vue de la réunion du CoCo du 30 août, préparatoire à l'assemblée de septembre où une présentation du rapport est à l'ordre du jour.

III. Quelques éléments de la réflexion du Comité préalable au sondage

Ce n'est donc qu'au fil de la réflexion sur l'objet de notre mandat que s'est imposé le constat qu'il nous fallait absolument clarifier les deux points de repères mentionnés plus haut. Nous étions conscients qu'on nous demandait plus que nos avis personnels propres mais bien une étude rigoureusement ancrée dans la réalité du ROJeP et de ses membres.

Il nous a cependant paru intéressant de vous livrer ici quelques-uns des éléments de la réflexion qui a précédé le sondage lui-même et la relance au CoCo de la question de l'identité et des orientations du ROJeP. Ces éléments touchent : (1) la situation actuelle de l'analyse sociale et théologique au sein du ROJeP, (2) nos convictions sur la pertinence et sur les conditions de pertinence de cette pratique, (3) le problème de la perception ou non d'un besoin à cet égard, et, enfin, (4) la ou les formes éventuelles des ressources touchant cette option et cette pratique qui figurent dans la constitution du ROJeP. La question de la faisabilité de la création quelconque de ressources n'a pas été abordée dans cette réflexion préliminaire. Enfin, dernière remarque : les éléments ci-dessous ne représentant pas une position du Comité (à ne pas confondre avec nos conclusions et recommandations plus loin) mais seulement quelques-unes des opinions énoncées dans la discussion. Ils fournissent cependant un aperçu de l'horizon de convictions et d'opinions sous-jacent à notre interprétation des données recueillies.

Situation

- Il n'y a pas de gens au ROJeP avec un mandat spécifique pour la réflexion théologique. Il y a des groupes qui font déjà ce type de réflexion: CETECQ, GTCQ, Entraide Missionnaire, Comité de théologie Développement et Paix, etc. mais ils ne sont pas au service des autres organismes ou du ROJeP comme tel. Ce n'est donc qu'indirectement ou ponctuellement que leur travail peut être utile au ROJeP.
- Regret que la dimension théologique ne soit pas davantage présente. On a pas l'impression que le ROJeP a créé un impératif d'intégration durable de la dimension théologique pour les groupes. Le Forum québécois théologie et solidarités (FQTeS) dont le ROJeP était co-organisateur visait un processus théologique durable au Réseau, i.e. une intégration de la réflexion croyante par rapport à nos analyses du contexte et nos pratiques.
- On s'étonne qu'un organisme comme le Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF), spécialisé dans la formation à l'analyse sociale et aux questions de sens, n'ait jamais été sollicité par les autres membres du ROJeP ni par celui-ci comme tel. Ne se pose-t-il alors plus une question d'intérêt que de disponibilité des ressources?
- Il nous semble y avoir une «fatigue» spirituelle au ROJeP. On aurait évolué vers l'essoufflement par contraste avec les débuts. Besoin de revisiter la raison première, notre couleur propre.

Pertinence et conditions de pertinence

Les membres du Comité croient qu'il est important de faire de la théologie contextuelle. Nous nous devons cependant de préciser pourquoi. Nous nous sommes demandé quelle serait, du côté du ROJeP, la raison nécessaire de faire de la théologie contextuelle. Nous devons aussi préciser en quoi consistait cette approche et ce que nous entendions par «théologie». Les notes qui suivent touchent l'une ou l'autre de ces questions.

- La théologie, pour les groupes chrétiens, est liée au besoin d'*interpréter la réalité*. Il faut plusieurs «lunettes» pour l'interprétation. Chaque société vit des défis. L'analyse permet à la société de se rendre compte de ce qui se passe. Réfléchir dans les Églises sur les thèmes suggérés par la société et vivre avec la société. C'est une question de conscience citoyenne. Suscite un questionnement sur la foi et nourrit celle-ci.
- C'est aussi une *question d'espérance*: soutenir l'engagement par rapport à la réalité, alimenter le souffle. Besoin de renouveler les façons de nommer les fondements de notre espérance. Responsabilité de faire théologie pour formaliser le sens et l'horizon à partir duquel on milite. Les pratiques ont besoin d'être mises en dialogue avec le sens, de la même façon que l'action et l'analyse se nourrissent mutuellement. Les expériences (incluant leur sens) ont besoin de communiquer entre elles pour devenir vraiment communautaires. L'engagement se fait toujours en rapport avec des références de sens. Celles-ci doivent être discutées pour évoluer. Les engagements sont profonds, évangéliques, persévérants au ROJeP; il importe de dire leur légitimité du point de vue de la foi et du point de vue du contexte.
- La théologie contextuelle est habilitée pour cela. Besoin de préciser la perspective de son regard (ne pas emprunter des regards du passé, pas de fondamentalisme...).
- La théologie doit accompagner la foi conçue comme témoignage sur l'indivisibilité de l'amour qui nous est donné et qui nous appelle (cf. sens premier du «martyre»). «Co-exprimer le mystère qui s'exprime». Témoignage comme condition d'une «suite de Jésus». «Rendre» grâce ou le bonheur reçu («bonne nouvelle»). Le témoignage en acte est aussi essentiel («l'amour seul est digne de foi»), car Dieu s'est engagé. En hébreu, le mot *dabar* désigne à la fois «parole» et «réalité». Annoncer la bonne nouvelle = rendre la réalité bonne et la placer dans un horizon de sens reçu pour avancer vers celui-ci.
- Adapter le *langage* pour aujourd'hui. Pour cela le pratiquer. Rendre compte de l'amour qui génère la pratique. En humanité, la parole crée du sens et de la communauté. Le témoignage est un partage à propos du sens. Celui-ci ne circule pas sans la parole (appuyée sur des engagements, évidemment). Nommer est important, surtout en contexte pluraliste où les références communes sont plus rares, mais plutôt à construire à partir des horizons et traditions diverses, sans réduire à commun dénominateur, i.e. sans gommer ou occulter le singulier. Langage nécessaire pour faire église et nous reconnaître d'une foi commune. Faire église implique des débats «théologiques» sur les racines de la foi et donc l'exercice d'une libre citoyenneté dans les églises.
- *Question aussi d'héritage, de lignée*... il y aura un «après nous». Actions inscrites dans une fidélité, dans une continuité à discerner constamment. C'est plus que de l'analyse, c'est humaniser, donner chair. Amour du prochain et socialisme chrétien. Nous souvenir d'autres qui, dans le passé, nous ont invité. Cela nourrit quelque chose de profond et suscite des changements à partir des gens de la base. À contre-courant comme le Christ et les premiers chrétiens. Ne pas garder juste pour nous, mais partager.
- Croyons-nous ce que nous arrivons à prier? Faire théologie devient un geste de prière ensemble. On devient église en faisant cette prière intellectuelle. De ce point de vue, dire c'est faire, et vice versa. Au ROJeP : il y a beaucoup de «faire» : en rendre compte.

- Faire théologie dans les groupes pour la *manifeste dans l'espace public*. Ne pas laisser tout cet espace aux groupes de la droite religieuse et civile, aux ténors et aux discours néo-libéraux, par exemple. Sinon notre critique reste prisonnière d'une problématique imposée par ce courant de pensée plutôt que de produire un déplacement de cette problématique.
- La théologie contextuelle est pratiquée surtout en dehors du milieu académique. Il existe potentiellement trois espaces d'interprétation de la foi, de la bible, etc. : (1) liturgico-magistériel (2) académique (3) socio-communautaire. Chaque espace, en complémentarité avec les deux autres, comporte ses sujets, ses lieux, son langage, ses méthodes, ses visées et, évidemment, ses résultats propres. Le troisième espace devrait être la base, être premier pour nous (ex. révision de vie dans les mouvements d'action catholique), et les deux autres des appuis. C'est le contraire qui se passe et le troisième est pratiquement inexistant ou marginalisé, surtout dans l'Église catholique. Il faut lui donner des moyens autonomes de développement. Développer au sein du ROJeP un espace d'interprétation propre à la communauté et lui donner une assise institutionnelle minimale. L'expression «théologie populaire» dit peut-être mieux ce que nous visons par théologie contextuelle. Besoin d'un langage de foi articulé et assez inculturé pour permettre de nous faire reconnaître au moins de la gauche. Notre insertion dans le mouvement social ne devrait pas faire inhiber notre voix propre.
- Besoin d'une offre de réflexion qui ne doit pas être du type qu'on trouve en général à l'université. À part le discours systématique, beaucoup d'autres formes de théologie peuvent être privilégiées et sont à travailler: récits, théâtre, symboles (ex. Journées sociales et la métaphore du «saumon» en 1997), chansons... monologues (ex. Bozo au FQTeS, nov. 2006) Cf. Expérience des gens simples à la Maison du Père : langage unique comme expression. Horizon pour les comprendre (vs groupe d'initiés).
- Nous croyons que la théologie contextuelle est importante pour le ROJeP, mais celle-ci doit être articulée à la sensibilité théologique des membres.
- Il apparaît souhaitable et normal que le ROJeP *comme tel* assume de façon autonome cette dimension, en accord avec ses objectifs et son programme. Les organismes individuels trouvent souvent leur ressourcement ailleurs qu'au ROJeP (en eux mêmes et à l'extérieur). Cela suppose un «voir» collectif des membres sur les enjeux prioritaires. Discerner ce qui est porteur et qui concerne tout le monde (commun vs particulier)
- Nous pensons que la création d'un projet d'analyse sociale et théologique dynamiserait le ROJeP.

Besoin perçu?

- On se demande si le besoin de réflexion théologique est généralement reconnu. Pourquoi ce besoin semble-t-il moins bien perçu? Il semble y avoir un besoin, mais comment le saisir, le faire devenir réalité.
- Il y a les limites de temps disponible.
- Perçu difficilement parce que les groupes n'y voient pas d'intérêt ou d'utilité dans leur dynamique d'engagement.

- Perception d'«extériorité» et donc d'«étrangeté» de la théologie.
- Obstacle du contexte ecclésial catholique actuel. Il y a aussi une gêne et même du ressentiment dans notre société par rapport aux références judéo-chrétiennes.

Forme(s)

- Ne pas dédoubler le travail qui se fait déjà (GTCQ, CETECQ, Comité de théologie de Développement et Paix, Entraide missionnaire, CPRF...) si celui-ci peut servir à tous.
- Le projet devra valoriser les pratiques actuelles
- Tant pour l'analyse sociale que pour l'aspect théologique, il faudrait une coordination avec la formation déjà offerte par le CPRF.
- Viser à ce que les groupes soient les premiers sujets de leur ressourcement, formation, etc., au lieu de compter d'abord sur des personnes-ressources. Ressourcement et outillage pour le faire.
- S'associer davantage au milieu; que le ROJeP travaille en lien avec les autres groupes comme « consultants » pour donner de la formation aux gens.
- Les interventions-ressources seraient plus ponctuelles que permanentes.
- Ne pas concevoir les choses comme nécessairement de «nouvelles activités».
- Que les deux rencontres annuelles dynamisent les membres en termes de ressourcement spirituel et d'analyse. Cf. Centre Saint-Pierre et MTC : Maccabées, Judith...
- On écarte presque d'emblée l'idée d'un centre, car une telle création paraît au-dessus des moyens du Réseau; nous n'en sommes pas encore là.
- Il y a de l'expertise, mais comment en faire profiter plus largement? Une fois identifiés les besoins, une instance légère pour articuler et faire circuler sur une base régulière ce qui se fait ou se ferait au niveau de l'analyse sociale et de la théologie; elle pourrait pour coordonner les ressources et les activités à cet égard.
- On peut souhaiter une «institutionnalisation» minimale de cette préoccupation, ce qui suppose peut-être une permanence (ex. 1 jour/semaine) et que le projet soit porté par des personnes précises au sein du Réseau (ex. comité-conseil/orientations et programmes, et pouvant compter ponctuellement sur un réseau de personnes-ressources).
- Il faut éviter de sur-solliciter les mêmes personnes (déjà fort occupées) parmi les membres.
- Ne pas disproportionner par rapport à la permanence du CoCo. Insertion au CoCo et relevant de celui-ci.

IV. Synthèse des résultats du sondage

Nous vous référons, pour cette section, à l'annexe contenant une compilation (par question) des réponses au sondage. Le questionnaire lui-même se trouve intégré à ce document. Pour les questions 1 (identification de l'organisme) et 2 (description de sa pratique), nous nous en tenons à quelques catégorisations et observations générales. Pour la question 3 qui comprenait elle-même cinq (5) sous-questions, nous procédons selon les deux volets abordés : soit, d'une part, le type d'initiatives et de moyens mis en œuvre par la pratique visée, soit, d'autre part, ce qui apparaissait aux organismes-répondants comme un manque ou un obstacle à cette pratique. Pour les questions 4 et 5, enfin, nous avons essayé de dégager les grandes lignes des suggestions apportées. Lorsque celles-ci concernaient des aspects autres de la vie du ROJeP que ceux qui relevaient du mandat spécifique du Comité, nous en avons reporté la considération à la section suivante (V.) de ce rapport. Toutes les réponses sont suivies d'un numéro renvoyant à l'organisme correspondant. Enfin, on notera que certaines réponses, correspondant mieux à

des questions d'autres sections, ont été traitées en conséquence. Toute comparaison des synthèses qui suivent avec le document de compilation des réponses devra tenir compte de cette remarque.

Question 1 : identification de l'organisme

Dix-neuf (19) organismes sur la quarantaine que compte le ROJeP ont répondu au sondage. Nous espérons que cet échantillonnage soit représentatif de toutes les facettes du Réseau. Mais vu que la discussion sur les résultats et les décisions conséquentes impliqueront tous les organismes membres, y compris ceux qui se sont abstenus ici, il aurait de loin préférable qu'un plus grand nombre aient contribué à l'élaboration du tableau d'ensemble.

On remarquera une forte représentation des organismes liés à des communautés religieuses ainsi que de ceux qui intègrent déjà formellement une réflexion de type spirituel ou théologique. Il n'y a cependant qu'un seul organisme œcuménique et deux organismes non-catholiques. L'Action catholique n'a aussi qu'un seul répondant. Manquent aussi plusieurs organismes reconnus pour leurs activités d'éducation populaire, de formation ou d'intervention publique.

Question 2 : Identification et description des pratiques

• *Concernant le type d'activités¹ des organismes, on peut remarquer :*

- Six (6) font particulièrement de l'accompagnement et de l'animation au sein des communautés religieuses (conscientisation, ressourcement spirituel...). Les mêmes en font aussi dans le milieu (# 2, 4, 5, 7, 9, 10).
- Cinq (5) oeuvrent en pastorale sociale diocésaine catholique et en milieu anglican et protestant (# 12, 13, 17, 18, 19).
- Trois (3) sont directement impliqués dans le développement ou l'intervention internationale et l'éducation populaire en ce sens (#11, 12, 13).
- Cinq (5) sont aussi reconnus pour leur soutien financier et leur accompagnement d'organismes ici ou au plan international (#4, 7, 11, 13, 15).
- Sept (7) au moins sont fortement impliqués dans l'analyse théologique et/ou dans la production et la diffusion de ressources de cet ordre (#1, 3, 4, 11, 14, 16, 19).
- Cinq (5) se sont donnés des programmes de formation diverse et produisent des ressources correspondantes (#1, 4, 11, 13, 14).
- Plusieurs, sinon la majorité, travaillent à la base, dans l'accompagnement, la mobilisation et l'éducation populaire.
- On remarque aussi qu'au moins neuf (9) organismes consacrent une grande partie de leurs efforts à des concertations (#1, 4, 6, 8, 11, 15, 17, 18, 19).

• *Concernant les situations et les thèmes ou dossiers spécifiques où sont impliqués les organismes :*

¹ Cette catégorisation reste partielle; de même le nombre et donc l'identification des organismes à telle ou telle catégorie demeurent approximatifs et donc non exhaustifs.

Un rapide coup d'œil permet d'en constater l'éventail très étendu. On peut vraiment parler d'une insertion significative dans le mouvement social. On peut toutefois se demander si le milieu des institutions et des décisions économiques ne pourrait pas davantage directement touché². Ceci contraste avec le caractère structurant de l'économie aujourd'hui. La question déborde quelque peu la visée du sondage, mais elle a cependant une incidence sur notre mandat par le biais de la formation et des ressources en cause au sujet de l'économie.

Voyons maintenant comment les organismes apprécient l'adéquation ou non des initiatives et des moyens ou ressources qui sont à leur portée dans leur pratique d'engagement, et en tenant compte des manques et des obstacles rencontrés.

Question 3 : Sur divers aspects de la pratique d'engagement

Question 3 A : Analyse sociale et culturelle du contexte et du milieu de la pratique

Parmi ce qui caractérise positivement l'expérience de l'analyse sociale et culturelle :

- Plusieurs groupes *produisent eux-mêmes* une bonne part de l'analyse et des ressources de formation ou d'animation correspondantes, surtout lorsqu'elles servent à des campagnes ou activités qui leur sont propres, ce qui détermine aussi les thèmes (ex. 1, 11, 16, 17...).
- D'autres *empruntent* aux premiers les ressources produites et s'en servent pour une formation de leurs membres en vue d'une participation aux mêmes campagnes (ex. 17, 19...).
- D'autres organismes font un travail à la base au sein de réseaux spécifiques et y mènent de façon continue une analyse liée à la formation et aux problèmes qui font l'objet d'interventions diverses. Dans ce cas, une bonne partie des données de l'analyse sont tirées directement du terrain. L'approche ou méthode du voir-juger-agir est largement pratiquée et appréciée dans ces expériences (ex. 8, 16, 18, 19...).
- Les analyses sont parfois menées à un vaste niveau, correspondant au champ des interventions, et donc de façon partagée (ex. coalitions, table provinciale de pastorale sociale, département d'éducation à Dév. et Paix, Béati, instances internationales du MMTTC...). À Béati, l'analyse de la conjoncture socio-pastorale sous-jacente à la détermination des priorités s'alimente aux analyses du milieu faite par les groupes eux-mêmes et qui accompagne obligatoirement les projets présentés.
 - Notons aussi qu'Internet a considérablement élargi les possibilités de recherche de ressources d'analyse et donc de circulation de celles-ci. On trouve généralement qu'il existe suffisamment d'analyses bien faites par des organismes sérieux et reconnus.

Plusieurs obstacles et lacunes sont relevées :

² Notons que le Regroupement inter-Églises sur la responsabilité sociale des entreprises ne figure pas dans le sondage.

- On mentionne ainsi un *manque de temps* pour lire, pour s'informer, et donc pour s'appropriier les analyses faites par les autres. On retrouve aussi la mention d'un *manque d'information et de formation des militants*. Mais il y a peut-être plus : certains affirment qu'il y a une *résistance* à l'analyse socio-politique et à son importance (ex. 1). Cela expliquerait-il l'absence de recours à l'expertise, par ailleurs largement reconnue, du CPRF chez les autres membres du ROJeP alors que les sessions de cet organisme visent justement à développer l'autonomie d'analyse chez les participants? Cela expliquerait-il le *manque de recherche-terrain autonome* pour certaines questions et donc d'élaboration collective d'analyses propres? Y a-t-il là un simple manque de disponibilité en raison de la surcharge de travail, ou un manque de formation et de capacités pour cette tâche, ou encore un manque d'intérêt pour cette composante de l'engagement, alors conçu comme seulement pragmatique?
- Du côté *ecclésial*, cette lacune semble aller de pair avec une *résistance des communautés à l'engagement social et politique*, avec un manque de prédication à cet égard, avec la diminution du nombre de personnes intéressées par les enjeux sociaux, et avec la concentration des ressources du côté de la catéchèse, de la liturgie et de la pastorale sacramentelle. On note aussi, du côté catholique, le retour d'un «paradigme théologique» défavorable : celui d'une césure entre l'Église et le monde. Du côté anglophone et protestant, le manque de réseautage au niveau local rend difficile l'analyse commune.
- On relève, par ailleurs, la difficulté de lier, dans les analyses, les niveaux local, national et international.
- De même, on constate un manque d'antennes avec les jeunes (ce qui ne facilite pas la transmission de l'apprentissage de l'analyse sociale) et avec les autres communautés culturelles.
- Enfin, plusieurs répondants soulignent l'ignorance, généralement, des temps de formation et des ressources produites par les autres membres du ROJeP, ce qui peut être interprété comme un appel à la mise en place d'une circulation plus systématique de l'information à ce sujet.

Question 3 B : Interprétation dans la foi des événements et de l'actualité

Expériences et réalisations positives

- Des groupes font état de plusieurs *expériences* positives constituant autant d'*occasions* ou de moments d'une telle interprétation croyante : vie associative intense autour des questions de sens, de valeurs, de souffle et qui pousse à l'engagement; formation sur la foi et l'engagement; ateliers de réflexion et d'échange à partir de la Parole; échanges continus dans un organisme œcuménique; introduction d'éléments d'actualité dans des célébrations de petits groupes ou lors de rassemblements plus larges comme à Carrefour Montréal; Journées sociales du Québec; Forum québécois théologie et solidarités (2006); ressourcements liés aux programmes de pastorale sociale; communautés de base Justice solidarité; campagnes de D.P., etc.
- On donne aussi des exemples de thèmes ou de questions faisant l'objet d'une interprétation de foi : traite des humains, environnement, écojustice, guerre et paix, torture, pastorale auprès de

groupes spécifiques (ex. travailleurs migrants); législations du gouvernement Charest sur le travail, etc.

- Certaines démarches sont mentionnées telles celle du GTCQ qui procède à partir d'un partage des expériences, des sources, des analyses et des interprétations de ses membres; celle du groupe Justice écologie tendresse qui essaie de passer du jugement hâtif à la réflexion; celle de la révision de vie mensuelle des équipes du MTC et du partage des résultats; analyse de films (Ciné-CETECQ); lectures bibliques de la bible par le CPRF, etc. Plusieurs organismes, oeuvrant à la base ou non, intègrent systématiquement une réflexion de foi à leurs analyses, ce qui correspond à l'une des principales caractéristiques des théologies contextuelles.
- Enfin, l'expérience est parfois abordée par le biais des ressources : personnes-ressources, articles de revue et livres, Internet, textes locaux ou de l'étranger circulant dans les divers réseaux, prières, fiches théologiques en marge des programmes de D.P., groupes-ressources à l'expertise spécifique, etc.

Obstacles, manques et questions

- On préfère parfois ne pas nommer ou mettre d'étiquette sur certaines démarches, signe d'un malaise avec ce à quoi renvoient des appellations plus traditionnelles (ex. «foi»). On décrira plutôt ou on appellera de façon plus générique ce que l'on fait (ex. «dynamisme intérieur poussant à l'humanisation et à l'engagement»). Il y a un problème de langage à réinventer et à rendre adéquat à la fois pour «les groupes en attente de réflexion théologique» et pour «des personnes ou des milieux moins familiers avec cet univers». Une sorte de «transthéologie», donc (M. Barros). Cette difficulté a porté certains groupes à minimiser la part accordée au théologique ou encore à la taire³. Selon un organisme concerné, en milieu œcuménique, la multiplicité des interprétations peut aussi avoir pour effet de mettre de côté la dimension de foi.
- Le manque de temps est aussi invoqué dans le sens d'une atténuation de la réflexion de foi même dans le réseau des agents et agentes de pastorale sociale, très sollicités par l'organisation d'activités concrètes; le travail d'interprétation en devient très restreint.
- Au niveau des ressources, on a la nostalgie des «flashes bibliques» (maintenant de retour); on déplore le manque de circulation des relectures faites par les membres du ROJeP, et le manque de ressources mises à la disposition des communautés chrétiennes(anglicanes). À l'encontre du cas des analyses sociales et culturelles comme telles, le constat d'un «manque de ressources en français (vs anglais et espagnol) faisant le lien avec la foi chrétienne et l'œcuménisme» est généralisé. Les réflexions bibliques de Claude Lacaille sur l'actualité faisant alors figure d'exception. Béati constate ainsi le même manque d'outils (et d'enracinement?) pour relire et donner du sens à la pratique chez les groupes qu'il côtoie.
- On signale aussi, sans préciser, un manque de financement.

³ Le GTCQ est déjà allé, vers la fin des années 1980, jusqu'à modifier l'annonce de son nom pour ne pas dévaloriser à l'avance les propos qu'il allait tenir en commission parlementaire.

- L'Église institutionnelle semble faire obstacle sur le terrain. On vise probablement ici certaines attitudes des autorités. Mais il y a plus : une interprétation généralement désincarnée et conservatrice de la foi chrétienne («refuge pour les sujets spirituels»); la priorité accordée aux activités intra-ecclesiales (catéchèse, liturgie...) pour les ressources; le primat des activités dites de «charité» sur la recherche de la justice, etc. La vie paroissiale catholique ne forme plus de chrétiens et de chrétiennes progressistes, sauf dans de rares interstices et chez quelques agents et agentes de pastorale.

Question 3 C : Ressourcement spirituel en cohérence avec les pratiques

Expériences positives articulant le ressourcement aux pratiques

Les réponses des groupes se partagent entre des réflexions d'ensemble et l'énumération de formes et de temps de ressourcement.

- Parmi les *réflexions* : au CPRF, plutôt que de «foi» au sens strict, on se préoccupe «du sens et du souffle dans l'engagement social par fidélité à l'évolution de la réalité québécoise», une question abordée directement dans plusieurs sessions de formation et lors d'une enquête d'envergure; au GTCQ, on soutient que même si le ressourcement n'est pas thématiquement ou objet formel d'une activité, on en fait l'expérience nourrissante de façon continue à travers les échanges des démarches de théologie contextuelle; D'autres parlent d'une créativité nouvelle (en milieu catholique) au plan célébratif (prières, chants...cf. *Oser le dire*). Il semble aussi qu'on utilise de plus en plus des ressources produites par des groupes locaux, du Réseau ou autres; les organismes appartenant à des communautés religieuses développent une spiritualité qui renouvelle les charismes fondateurs; enfin, que certains groupes ont accès à un ressourcement à travers des regroupements extérieurs tandis que d'autres participent à de telles activités organisées par des membres mêmes du ROJeP (ex. pastorale sociale invitée à des «temps d'arrêt» annuels du MTC).
- Les *formes et les temps* évoqués sont nombreux : retraite collective (comm. rel.); temps de ressourcement réguliers réunissant les membres et le personnel de certains organismes (CRC, MTC, Dev. Paix...); moments particuliers dans le cadre de colloques (ex. Journées sociales) ou de sessions; intégration de prières, lectures bibliques, chants, ou de moments méditatifs dans certaines réunions; célébrations régionales de Noël et de Pâques; lectures et partages sur des enjeux sociaux, etc.

Obstacles, lacunes et souhaits

La colonne des manques comporte des éléments précis et au moins deux souhaits.

- Le manque de temps revient encore.
- Dans les grands organismes, on relève au sein du personnel un intérêt variable pour le ressourcement en cette époque de déculturation religieuse.
- Surtout, on déplore le manque d'occasions et de lieux significatifs de célébration communautaire de la foi et de l'espérance dans la perspective qui est la nôtre. Nos groupes, sauf exception, se définissent autrement que comme des communautés de base. Mais où trouver des communautés chrétiennes porteuses d'une spiritualité incarnée et vivante? Cette attente va à contre-courant des orientations actuelles des Églises diocésaines et paroissiales, décrites plus haut; l'avenir se fait rare de ce côté.

-Deux *souhais* ressortent, enfin : d'abord, le besoin d'implantation d'une culture de célébration hors-les-murs de l'Église catholique; ensuite, que lors des temps de ressourcement aux assemblées du ROJeP, soient aussi invités tous les membres de la base des organismes au lieu de se limiter aux seuls représentants statutaires.

Question 3 D : Réinterprétation ou compréhension renouvelée des références de sens de la tradition chrétienne à partir des expériences et pratiques

Cette question fut peut-être la moins bien comprise du sondage. Elle visait la manière dont les enjeux sociaux et la pratique d'engagement à leur égard en venait à nous faire comprendre autrement les références fondatrices de la foi chrétienne. Une herméneutique de la foi à partir du social donc, typique de la théologie de la libération et des autres théologies contextuelles. Nous sommes peut-être davantage familiers avec une démarche qui part des références de sens (bible, par exemple) pour aller vers les questions de société et la pratique, ce qui est légitime aussi mais moins susceptible de renouveler notre compréhension des sources de la foi. Les réponses ont donc souvent touché des aspects étrangers à la question. Nous ne retiendrons que les plus pertinentes ici.

En positif, quelques expériences :

- Des lectures publiques circonstanciées de la bible par le CPRF, de même qu'une démarche de deux (2) ans pour redire l'héritage chrétien de l'organisme.
- Une réflexion sur la théologie de la création (à partir des problèmes d'environnement) a mené à une nouvelle vision touchant l'exégèse, l'éthique, la spiritualité, etc.
- Des formations à l'enseignement social de l'Église (catholique), à *Caritas in veritate*, par exemple, avec une réflexion sur la pratique.
- Au GTCQ, c'est une expérience courante puisque l'analyse sociale «précède» le questionnement des références de sens. On a redécouvert, par exemple, le travail dans la bible et dans la tradition chrétienne, la question de la «loi», la notion de «victime sacrificielle» en lien avec les multitudes appauvries, ou celle de l'«idolâtrie» comme clé d'interprétation du capitalisme, etc. Ce type d'approche est aussi au cœur des démarches du CETECQ.
- Le travail de la commission Engagement et foi au MTC à propos de la révision de vie et du rapport à la bible.

Des manques, des besoins et des pistes d'avenir

- Manque de temps pour approfondir les références chrétiennes, soit que le quotidien occupe entièrement, soit, comme au GTCQ, que les réunions ne soient que mensuelles. De façon générale, on pense que le manque de temps a fait de la formation et de la réflexion sur les perspectives chrétiennes le parent pauvre de la pratique. On pense d'ailleurs que c'est le point le plus faible pour tous les milieux. Le besoin d'une relecture théologique de la pratique est donc perçu et exprimé.
- Manque d'outils simples pour une meilleure compréhension de l'enseignement social de l'Église et besoin de points de repères de celui-ci depuis les Pères.
- On manque les «flashes bibliques» d'il y a quelques années.
- Il y a aussi *d'autres obstacles* : tel le manque d'une Église faisant de la place et valorisant l'expérience de ses membres pour les démarches de foi. Les retraites diocésaines ne répondent

pas à cela. Le clergé se serait aussi embourgeoisé, la relecture radicale de l'évangile se serait estompée et on s'inspirerait peu de l'enseignement social de l'Église. Sociologiquement, aussi, les références chrétiennes font problème en raison, d'une part, des blessures liées au passé catholique, mais aussi, d'autre part, en raison de la perte de pertinence de l'interprétation religieuse dans une société sécularisée.

- Une piste parmi d'autres : décoller du «religieux» pour retrouver le biblique.

Question 3 E : Partage communautaire autour des pratiques et de leur sens au regard de la foi

Cette question a paru ambiguë à plusieurs. Elle visait à évaluer si la dimension communautaire (mot en italique dans la question) était bien présente dans l'expérience du dialogue entre les pratiques et le regard de foi, ou si cette mise en rapport se réalisait plutôt au niveau individuel. Les réponses ont parfois porté davantage sur ce dialogue lui-même, ce qui faisait double emploi avec des questions précédentes, d'où les références fréquentes à celles-ci.

Aspects communautaires positifs

Plusieurs groupes soulignent le caractère communautaire des démarches visées par la question. Au GTCQ, elles sont entièrement collectives (réunions mensuelles); on souhaiterait cependant donner plus d'importance aux pratiques dans les analyses et dans l'interprétation théologique, ce qui rendrait les contributions au partage plus personnelles. Pour d'autres organismes, on pointe des moments privilégiés en ce sens : sessions, temps de prière et de partage à chaque réunion, assemblées annuelles nationales ou régionales, ou encore mensuelles pour les équipes locales, etc. Au total, la part du partage communautaire sur la confrontation de foi des pratiques est fort appréciée mais n'est peut-être pas très développée.

Des limites et des besoins

- Un groupe ramène la question à celle de l'«étiquetage» chrétien qu'il considère comme un obstacle au bon mélange du sel et de la soupe collective, ainsi qu'au langage commun à trouver pour dire le sens. Ce point touche au moins latéralement la question car nos convictions sur l'explicitation ou non à faire de la perspective chrétienne peut conditionner l'importance donnée dans les divers groupes à un partage interne sur celle-ci.
- Parfois on ne sait pas, car on manque de moyens pour recueillir la richesse qui provient du terrain à ce propos.
- On déplore une situation où les liturgies et les formes de ressourcement spirituel communautaire ont été accaparées («usurpées») par des groupes chrétiens de type intégriste ou fondamentaliste. Cela a créé une méfiance à cet égard chez les chrétiens engagés.
- De façon plus générale, on constate un manque de lieux signifiants pour le partage communautaire de la foi, «pour vivre la communauté chrétienne dans l'identité, la reconnaissance mutuelle et l'engagement au nom du projet de libération des évangiles». On précise encore que le clergé ne favorise pas la dimension sociale de l'engagement de la foi, ce qui empêche une communautarisation autour de celle-ci (cf. campagne de D.P.). Il faudrait ajouter ici tout ce qui a été exprimé dans le même sens à propos du contexte ecclésial catholique dans les réponses aux questions précédentes, elles aussi touchées par cette lacune généralisée.

Questions 4 et 5 : Type de ressources ou d'initiatives jugées prioritaires (existantes ou à créer)

Nous avons inclus dans cette section les réponses aux questions 4 et 5 qui se rapportaient directement à l'objet de notre mandat. Les suggestions qui touchaient plutôt les orientations générales du ROJeP ont plutôt été considérées au point suivant (V.) de ce rapport.

Parmi les **ressources existantes**, on mentionne la liste des membres (à enrichir), certaines sessions de la CRC (par exemple *Écothéologie de la Création*), les ressourcements offerts par le ROJeP, le partage des ressources produites par les groupes membres (à faire mieux connaître), les outils et ressources offerts dans les groupes anglophones et hispanophones, les ressources (mal connues) de KAIROS et des diverses Églises, certains livres de prière comme *Oser le dire*.

Les **ressources ou initiatives à créer** peuvent être regroupées sous trois catégories principales :

1. L'information et le réseautage

Certaines suggestions portent sur divers moyens de mieux mettre à profit les ressources existantes.

- Ajouter à la liste des membres (bottin et Internet) les types d'expertises et de ressources disponibles pour chaque groupe. Que les groupes membres fassent les mises à jour nécessaires.
- Créer une page «Liens» sur le site Internet en référence aux expertises offertes au sein du ROJeP.
- Coordonner (par la permanence) les demandes en provenance des groupes membres en fonction des expertises déjà disponibles pour ne pas réinventer ou court-circuiter ce qui existe déjà.
- Faire connaître et mettre en lien les «lieux institutionnels» ou communautaires qui facilitent les rencontres entre des chrétiens et chrétiennes engagés.

L'information sur les *activités des divers groupes* paraît importante pour favoriser le réseautage de nos initiatives et comme stimulant. Un groupe, le *Conseil des Églises pour la Justice et Criminologie au Québec* exprime nettement ce besoin en rapport avec son secteur d'engagement.

2. Le ressourcement et la formation

- Plusieurs souhaits portent sur un *besoin de ressourcement spirituel et théologique* : «ressourcer la foi, l'articuler», «faire le contact avec nos racines chrétiennes», nous familiariser avec la doctrine sociale des Églises (notamment sur le développement et la justice mondiale), une plus grande présence des théologiens québécois en rapport avec les enjeux qui nous préoccupent, «actualiser la Parole pour aujourd'hui à partir de notre vision de justice, paix et intégrité de la création», «proposer des pistes d'interprétation œcuménique dans la foi des événements de l'actualité», réfléchir aux implications pour nos approches d'une société sécularisée, «ouvrir davantage à la dimension interreligieuse

à l'image du réseau de l'interspiritualité féministe», former à l'attention aux signes des temps et au travail de l'Esprit, former au prophétisme à travers les enjeux spirituels de la mondialisation, etc.

3. Quelques suggestions précises

- Une période de ressourcement spirituel par année, de caractère œcuménique, portant sur un point chaud d'actualité. Un ou deux membres de chaque groupe et même davantage pourraient être invités.
- Choisir une des journées internationales (de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté, des océans, des peuples autochtones, etc.) et demander à des groupes membres de composer une prière pleine de sens, à placer sur notre site Web.
- Mener un ou deux projets par année d'analyse sociale et théologique.
- Proposer des sessions de formation, voire des «retraites» sur les sujets sociaux et écologiques.
- Produire un outil simple, œcuménique, en lien avec nos préoccupations, pour certains temps liturgiques (exemple : Noël et le réchauffement climatique).
- Une réflexion sur l'or et les métaux précieux dans la Bible, en lien avec la lutte de plusieurs groupes membres contre l'irresponsabilité sociale des entreprises d'extraction minière.
- S'inspirer des *Flash bibliques*. Apprendre, en atelier, comment en élaborer nous-mêmes de nouveaux au lieu que leur confectionne relève que de spécialistes.
- Regrouper des prières provenant du Sud et des autochtones dans un recueil comme *Oser le dire*.
- Rendre plus accessibles les prières et liturgies créées par nos membres, notamment par des groupes de l'Église anglicane pour la Journée de la Terre, la mission, la justice réparatrice, la lutte à la pauvreté.
- Développer une culture de célébrations «hors nos murs», dans les diverses Églises.
- Dans le cadre des rencontres statutaires ou autres du ROJeP, «avoir des moments (formation, réflexion, ressourcement) pour relire notre pratique et renouveler notre compréhension des ressources et pères chrétiens».

V. Notes sur l'identité, la mission, les orientations et le programme du ROJeP comme points d'ancrage d'un projet d'approfondissement et de ressources pour l'analyse sociale et théologique

Dans cette avant-dernière section de notre rapport, nous voudrions aborder ce qui constituait le deuxième point de repère ou lieu d'ancrage de la démarche du Comité, soit la dynamique générale du ROJeP ou ses options touchant sa mission, ses orientations et son programme. Un cadre essentiel pour une réflexion sur tout projet d'aménagement des ressources visées ici.

Nous traiterons le propos en deux temps : (1) nous présenterons d'abord un aperçu de certains éléments de réponses du sondage qui débordaient les questions intéressant directement le mandat du Comité, et qui concernaient plutôt la vie du ROJeP comme tel; (2) nous dégagerons

ensuite quelques points plus significatifs du document transmis par le CoCo en réponse à la demande du Comité de clarifier le «flou» qui nous semblait caractériser le profil actuel et à venir du ROJeP.

1. Éléments du sondage portant sur le ROJeP lui-même

Aux question # 4 et 5, même si cela ne constituait pas directement l'objet du sondage,

- trois groupes répondants ont souligné la pertinence et l'impératif d'interventions publiques par le ROJeP :

- «Intensifier notre *prise de parole au niveau des Églises et du grand public*. Se servir des journaux diocésains des Églises, des publications des Corporations de développement communautaire, des moyens de communication électronique comme Radio Ville-Marie, des colonnes d'opinion du lecteur dans les journaux».
- Dans le contexte actuel (réintégration du religieux dans la sphère publique, préoccupations au sujet de la religion à l'occasion du débat sur les accommodements raisonnables, place minime faite par les médias à l'engagement social chrétien en comparaison des faits à scandale...), «*une participation publique plus importante d'un regroupement de représentants d'Églises chrétiennes sur des questions de justice sociale serait opportune*».
- Un autre groupe «se questionne de plus en plus sur une certaine frilosité qu'il croit déceler du ROJeP vis-à-vis des appuis à donner en provenance de la société civile (ex. : la déclaration citoyenne contre la guerre du collectif *Échec à la guerre*, alors qu'il porte le nom de «justice et paix». Pendant ce temps, des femmes sont quotidiennement violées, des enfants recrutés, des vieillards, des femmes, des hommes et des enfants sont régulièrement atrocement mutilés ou tués dans ce qui est maintenant appelé des «dommages collatéraux» et cela au nom de la liberté et de la démocratie). Dans ce sens, la réflexion ne doit pas empêcher d'aller vers l'action aussi minime soit-elle.»

- Un autre groupe évoque sa difficulté structurelle à participer à un réseautage véritable :

- Il faut bien mentionner un problème qui existe pour favoriser un réseautage viable qui inclurait pleinement l'église anglicane: c'est que la plupart des activités des anglicans de notre diocèse se font en anglais, alors que le ROJEP travaille (tout naturellement) en français. Il reste essentiel pour nous d'être liés et de travailler en concert avec les membres du ROJEP pour aborder les problèmes d'un point de vue québécois. Par exemple, la conférence sur la paix qui se tiendra bientôt devrait pleinement engager les chrétiens québécois anglophones, puisque la perspective québécoise sur la guerre et la paix est très distincte.

Aussi, nous devrions apprendre à faire front commun avec les communautés nordiques qui vivent les conséquences du développement de la Baie James, de la toxicomanie et des séquelles des écoles résidentielles. Il y aurait aussi un travail crucial concernant les effets

néfastes du réchauffement planétaire dans le nord québécois. Puisque bon nombre des Cris, des Naskapis et des Inuits ont une adhésion anglicane, il serait donc beau d'apprendre à travailler ensemble en tant que chrétiens québécois pour les appuyer. Ce problème existe aussi par rapport à notre engagement avec les travailleurs migrants dans la métropole – comme nous avons constatés lors de la conférence KAIROS. On ne veut pas en discuter, mais c'est problématique quand ça empêche un travail.

- Enfin, un dernier groupe propose deux pistes pour mieux asseoir la réalité du ROJeP, entre autres auprès de ses propres membres :
 - Pour certains, le profil du ROJeP demeure assez flou : objectifs, réalisations, groupes membres, délégués... Il pourrait être intéressant, d'une part, de créer des occasions pour les membres des groupes qui y sont représentés (au-delà des seuls délégués) de participer à une partie de nos rencontres afin de donner à tous et toutes la chance de «sentir» le ROJeP, au lieu que celui-ci demeure une réalité plutôt abstraite pour ceux et celles qui n'y ont pas une expérience directe.
 - D'autre part, nous croyons que le ROJeP aura besoin de préciser davantage encore ses orientations et ses programmes.

2. Sur l'identité, la mission, les orientations et le programme du ROJeP

Le document transmis pas le CoCo contenait les éléments suivants :

- (1) Un historique de la Coalition du Jubilé et de ses réalisations (déc. 1997-2001) jusqu'à sa transformation en Réseau œcuménique justice et paix.
- (2) Le texte des *Orientations* (en 7 points) adopté à l'assemblée de fondation (23 janvier 2002) dans le cadre d'une Déclaration de principes, ainsi que le texte des Objectifs qu'on trouve dans le formulaire d'adhésion ou de renouvellement de celle-ci au ROJeP.
- (3) Un document envoyé aux membres, au printemps 2007, pour les inviter à réfléchir sur les trois points suivants puis à en faire remonter les résultats au CoCo: (a) la visibilité et la présence du ROJeP, (b) l'orientation de l'engagement social, (c) la question environnementale. Cette démarche faisait suite à un débat de l'assemblée de janvier 2007 (animé par Lise Baroni et Claire Doran) sur huit (8) enjeux ressortant du Forum québécois théologie et solidarités, tenu en novembre 2006.
- (4) Enfin, un document (voir ci-dessous) mettant en parallèle les Orientations adoptées à la fondation (janvier 2002) et la nouvelle version de celles-ci adoptée en janvier 2008, le tout accompagné de quelques commentaires du CoCo en 2008.

Il faut d'abord s'étonner que l'on ne nous ait fait parvenir aucun document plus récent que janvier 2008 alors qu'il s'agissait justement de préciser la dynamique récente et actuelle du ROJeP ainsi que ses plans d'avenir. Mais examinons d'abord ce que nous avons sous la main.

Que pouvons-nous tirer de ces documents datant d'avant janvier 2008?

- On constate d'abord, dans le premier, que le ROJeP est né d'une expérience très forte autour d'un projet commun (Jubilé) et comportant une grande intensité pour chaque moment ou aspect de la Coalition : pratique préalable de tous les organismes membres par rapport à au

moins un des problèmes abordés et intégration du projet à leur programme propre, analyse sociale poussée, exploration théologique très élaborée, intervention précise, participée par tous et même concertée avec d'autres réseaux. Une grande réussite même si l'Église catholique officielle s'était lancée dans une opération Jubilé aux antipodes de la perspective biblique.

Orientations de janvier 2008	Orientation de janvier 2002
<p>Réseautage : Se soutenir mutuellement et favoriser la circulation des informations.</p> <p>Réflexion spirituelle : Ressourcer la foi, l'articuler. Faire le contact avec nos racines chrétiennes.</p> <p>Programme avec priorités thématiques : Selon les disponibilités et intérêts des membres et de façon œcuménique</p> <p>Dénoncer et écrire : Selon les disponibilités et intérêts des membres et de façon œcuménique, en s'assurant d'un consensus minimal sur certains points. Ex. Esclavage</p> <p>Agir en participant : Aller aux activités organisées par les autres membres</p> <p>Invitations : Inviter des membres d'autres traditions à s'adresser aux membres de la nôtre.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Former un réseau souple et efficace, au service des groupes membres. 2. Offrir un lieu d'échanges et de réflexion concertée. 3. Assurer une interface entre des groupes québécois et d'autres réseaux comme Kairos et Amerindia. 4. Se situer dans la mouvance du jubilé biblique. 5. Favoriser l'analyse sociale et théologique de thématiques d'actualité, en lien avec la pratique d'engagement chrétien pour la justice, la paix et l'intégrité de la création. 6. Susciter des mobilisations et des interventions publiques au besoin. 7. Soutenir l'engagement des groupes chrétiens travaillant en faveur de la justice, de la paix et de l'intégrité de la création.

- On ne peut évidemment pas s'attendre à une telle convergence et unité lorsqu'une organisation s'institutionnalise et doit assumer plusieurs autres tâches à long terme. Cependant, l'identité, les orientations et les objectifs formulés en 2002 exprimaient des traits très marqués :

- Le ROJeP se définissait nettement comme «formé de groupes qui s’identifient comme engagés dans une perspective chrétienne pour la promotion de la justice, de la paix et de l’intégrité de la création». La perspective chrétienne constitue donc sa spécificité propre dans un travail d’ailleurs largement partagé avec d’autres groupes sociaux. D’ailleurs, tant dans les objectifs que dans les orientations, l’analyse théologique (avec l’analyse sociale) de thématiques d’actualité et liée à la pratique d’engagement chrétien est fortement affirmée, en cohérence avec l’identité annoncée. Dans les orientations adoptées en 2008, cette perspective est formulée en termes de «réflexion spirituelle», de ressourcement et articulation de la foi, de «contact avec nos racines chrétiennes». De plus est disparue la référence à la «mouvance du Jubilé biblique». On sent là comme un malaise avec l’identité chrétienne, comme un repli peut-être pour mieux se comprendre et se motiver. On ne parle plus d’analyse théologique mais de «contact» avec des racines chrétiennes comme devenues moins évidentes. Il y a un déplacement dont il faudrait préciser la teneur et évaluer la portée.
- Le *document de 2002* contenait aussi des affirmations marquées sur d’autres points :
 - (1) La dimension de «réseau» et «au service des membres»;
 - (2) La dimension d’échanges et de réflexion concertée;
 - (3) L’interface entre les groupes québécois et des réseaux de l’extérieur;
 - (4) Des mobilisations et des interventions publiques au besoin;
 - (5) Le soutien de l’engagement des groupes chrétiens travaillant dans le même sens.

Dans le *document de 2008* :

- Le premier point de 2002 demeure mais sans la mention du service des membres;
- Le deuxième point est intégré dans le premier mais réduit à la «circulation des informations» (nouvel accent);
- Le troisième («interface...») est disparu, mais le CoCo de 2008 assure qu’il fait toujours partie de la mission de base du ROJeP;
- Le quatrième point (mobilisations et interventions) est atténué en «Démontrer et écrire», et surtout avec le bémol des «disponibilités et intérêts des membres»!
- Enfin, le cinquième point (soutien des autres groupes) est réduit à des «invitations» faites à ceux-ci.

Par contre, le document de 2008 insiste sur la participation aux activités organisées par les autres membres (par opposition, semble-t-il, à l’ajout d’autres activités) et mentionne explicitement un «programme avec priorités thématiques», mais toujours «selon les disponibilités et intérêts des membres». Enfin, dans les remarques accompagnant le document de 2008, le CoCo laisse entendre que des activités spécifiquement œcuméniques (par opposition avec celles des membres individuels) seraient les plus susceptibles d’être offertes par le ROJeP et d’intéresser les membres. Ici, le critère de programmation est déplacé des enjeux de société vers une caractéristique du ROJeP comme tel (œcuménisme), ce qui pourrait indiquer un recul dans le nécessaire dé-centrement de lui-même du Réseau.

Depuis 2008?

Mais qu’en est-il depuis janvier 2008? Il ne semble exister aucun document reprenant les questions essentielles de l’identité, de la mission et des orientations du ROJeP. Les programmes

d'activités apparaissent, eux, à travers les procès-verbaux des assemblées et les rapports d'année. Nous en avons sommairement consultés quelques-uns pour en glaner certains éléments.

- Sur l'identité et la mission du ROJeP

En septembre 2008, l'assemblée a adopté qu'on «mène une réflexion plus profonde sur l'identité du ROJeP». Nous n'avons pas trouvé de traces d'un suivi.

- Sur la programmation et les activités du ROJeP

Existe-t-il des documents de proposition de programmation annuelle? Le ROJeP a organisé plusieurs activités ponctuelles (ex. rencontre publique sur «la protection de l'environnement comme mission chrétienne», sur les forums mondiaux de 2009 à Belem, etc.). Le rapport 2008-2009 fait le constat d'une faible participation des membres à chaque fois et pose la question de l'intérêt pour les activités organisées par le ROJeP. Il paraît en être de même avec les débats lancés et demandant une réflexion au sein des organismes membres : en 2007, sauf exceptions, les groupes n'ont pas donné suite à l'invitation à faire rapport de leurs discussions sur trois points pourtant choisis collectivement, dont la visibilité et la présence du ROJeP et l'orientation de l'engagement social. Il en fut de même en 2008 pour un questionnaire sur les accommodements raisonnables. Des choses se font (entre autres de formidables moments annuels de ressourcement et d'analyse), mais surtout ponctuellement, au gré des circonstances. Il devient cependant difficile de percevoir la cohérence et la continuité des programmes du ROJeP. Il y a comme un éclatement... Le repli sur les activités propres à chaque organisme s'explique-t-il par la surcharge de travail, par la volonté de privilégier plutôt les collaborations «horizontales» ou bilatérales entre les groupes, avec un nouveau rôle attendu du ROJeP? À voir...

Sur la perspective chrétienne du ROJeP

Il se dégage des documents (comme du sondage, d'ailleurs) que la référence chrétienne à la fois devient plus problématique (identité chrétienne en transition, obstacle des antécédents historiques catholiques, sécularisation de la société, etc.), et à la fois on souhaite l'approfondir, comme en témoignent le retour des «flashes bibliques» et la mise sur pied même de notre Comité exploratoire. Y aurait-il une corrélation à faire entre la part minimale accordée à l'analyse théologique commune et l'impression de désorientation et de perte de dynamisme du ROJeP si on compare (peut-être injustement) avec l'expérience de la Coalition du Jubilé?

Sur l'intervention publique du ROJeP

Le ROJeP semble avoir reculé au plan de ses interventions publiques et les consensus sont plus difficiles à atteindre. Pourquoi? La perspective chrétienne fait-elle problème? L'analyse collective des enjeux en cause est-elle suffisante pour qu'une orientation commune se dégage comme «naturellement» des débats? Craint-on la réaction des instances ecclésiales dont relèvent plusieurs membres du Réseau? Le ROJeP fut formé justement pour que l'actualité nous trouve déjà organisés et prêts à intervenir au lieu d'être pris au dépourvu et de recommencer chaque fois à zéro les démarches de concertation.

Cet aperçu trop superficiel appelle des compléments et des corrections, ou bien déjà existants auprès du CoCo, ou bien à créer par un débat approfondi au ROJeP (et non bâclé en un simple point dans un ordre du jour déjà chargé). Une telle clarification sur le sens du ROJeP et sur un

programme conséquent nous paraît essentielle pour que nous puissions y inscrire des propositions pertinentes issues du travail de notre Comité et en particulier de la collaboration des groupes par le sondage réalisé. La réussite de toute greffe repose d'abord sur la vitalité de l'organisme récepteur. Autrement, ce serait «mettre la charrue avant les bœufs», en avançant des recommandations mal contextualisées, hors d'un cadre précis, et qui pourraient, pour cette raison, devenir vite périmées tout comme le reste du présent rapport. Il nous semble qu'il y aurait une meilleure façon de mettre à profit toute cette exploration.

VI. Conclusions et recommandations du Comité

Le «flou» non encore résolu concernant l'identité, la mission, les orientations et le programme du ROJeP nous *empêchent d'avancer des recommandations suffisamment fondées* à propos :

(a) du rôle structurel voulu de l'analyse sociale et théologique au sein du ROJeP et de sa dynamique; (b) des processus souhaitables d'institutionnalisation de ce rôle; (c) ou encore de l'identité, de l'ordre de priorité et des modalités d'implantation ou de promotion de mesures et pratiques concrètes à ce sujet, ces éléments demeurant, évidemment, dépendants d'une vision d'ensemble encore à redéfinir. Notre rapport, en ce sens, reste un travail inachevé.

Nonobstant ces limites fondamentales, nous nous permettrons cependant, vu les attentes probables en ce sens, de dégager quelques *conclusions et recommandations* générales.

(1) Pour les conclusions, nous suggérerons quelques lignes de fond ressortant particulièrement de la question 3 (en cinq volets) du sondage, en les accompagnant, sous toutes réserves, de brèves réflexions impromptues. (2) Pour les recommandations elles-mêmes, nous formulerons d'abord de façon succincte nos propositions générales pour la suite des choses, et nous ferons ensuite un rappel synthétique des principales suggestions se dégageant du sondage.

1. Conclusions

Quelques lignes de fond sur les pratiques et les manques (besoins, obstacles) exprimés⁴

Les divers volets de la question 3 touchaient : l'analyse sociale et culturelle, l'interprétation des événements dans la foi, le ressourcement spirituel, la réinterprétation contextualisée des références de sens de la foi chrétienne, et le partage communautaire du sens des pratiques au regard de la foi. Pour tous ces points, il existe une très grande diversité de pratiques et de points de vue, reflet de la riche diversité des organismes eux-mêmes.

Parmi les *caractéristiques positives*, nous avons particulièrement remarqué :

- L'existence déjà, chez bon nombre d'organismes, d'une production propre d'analyse sociale et théologique ainsi que de ressources de formation et d'animation correspondantes. Les autres s'appuient plutôt sur des emprunts extérieurs.
- On relève certaines expériences d'interprétation des problématiques actuelles du point de vue de la foi, mais celles-ci s'avèrent plus souvent ponctuelles (parfois seulement annuelles) que continues. Ainsi la révision de vie régulière au MTC fait figure d'exception.

⁴ Nous reprenons ici de façon plus serrée la synthèse des réponses déjà présentée plus haut aux pages 8 à 13.

- Pour le ressourcement, il se fait autant sous l'appellation de «spirituel» que théologique ou de foi comme tel, un terme semblant ici plus inclusif de la diversité des cheminements dont certains à connotation plus séculière. Émerge nettement, aussi, une nouvelle créativité en termes de prière, célébration, etc.
- La réflexion va parfois jusqu'au renouvellement de la compréhension des références fondatrices de la foi chrétienne et à leur réactualisation conséquente. Il y a, en ce sens, un intérêt marqué pour les flashes bibliques, pour le renouveau de la théologie de la création et pour l'enseignement social des Églises.
- Dans tous les cas des organismes qui ont des pratiques d'analyse sociale et de réflexion de foi de type contextuel, ils trouvent qu'elles en valent la peine et qu'elles sont fructueuses.

Au chapitre des *obstacles et besoins*, quelques éléments ressortent de façon récurrente⁵ :

- Le MANQUE DE TEMPS! Cela revient à chaque question et porte parfois à reléguer certaines tâches d'analyse et de réflexion à des personnes qui ne seraient pas engagés sur le terrain.
- Le manque aussi d'information, de formation et de ressources (surtout en français), que ce soit pour l'analyse sociale ou pour les démarches théologiques. Certains avancent même qu'il y aurait parfois une certaine résistance à tout ce qui touche une analyse.
- Des difficultés ou même un malaise concernant le langage et l'interprétation de la foi et de ses sources en raison des bouleversement sociétaux et ecclésiaux actuels, des cheminements personnels, de la sécularisation ambiante, de la déculturation religieuse des jeunes, etc.
- Le besoin d'approfondissement des références chrétiennes (ex. enseignement social ecclésial) et de relecture croyante des pratiques et des événements reste cependant bien marqué.
- Un manque de lieux et d'occasions significatifs d'un partage et d'une célébration d'une foi engagée. Cette lacune est soulignée de pair avec l'obstacle que constituerait l'Église catholique traditionnelle actuelle autant dans son langage, dans ses conceptions de la foi, de l'église et du rapport au monde, dans ses pratiques liturgiques ou autres de nature plus intégriste et désincarnée, qu'enfin, dans la place congrue faite à l'expérience de ses membres. Cette Église ne forme plus de chrétiens et de chrétiennes engagés évangéliquement dans la société, d'où le rétrécissement du membership des réseaux progressistes chrétiens.
- D'où aussi l'appel à des rassemblements plus significatifs hors-les-murs.

Quelques réflexions⁶

► *Sur la participation au sondage*

Le Comité s'est demandé, sans trouver de réponse probante, pourquoi 50% des membres s'étaient abstenus de répondre au sondage. Était-ce d'abord par manque de temps, comme invoqué par plusieurs? Le délai était tout de même de quatre mois et a été allongé d'autant. Est-ce dû à une ambivalence quant au sens d'une théologie contextuelle et à sa place au ROJeP? Et de même pour l'analyse sociale ou pour toute réflexion accompagnant l'action? Ou, encore, est-ce le reflet d'une certaine déception et d'un manque d'attentes pour l'avenir à l'égard du ROJeP? La question reste à clarifier pour le grand bien du Réseau.

⁵ On pourrait aussi en trouver un écho sous forme de suggestions dans les réponses aux questions 4 et 5 (voir à la fin de la section IV ci dessus, pp. 14-15).

⁶ Celles-ci n'engagent que le rédacteur principal de ce rapport étant donné que le Comité n'a pu se réunir pour en discuter. Elles visent tout au plus à susciter le débat.

► *Sur l'analyse sociale*

Le temps semble manquer pour s'appropriier personnellement et collectivement les analyses sociales existantes. Il manque aussi pour produire nos propres analyses. On n'ose, cependant, à peine imaginer les conséquences que soit mise à exécution la suggestions d'un groupe⁷ : que vu le manque de temps sur le terrain pour mener des analyses sociales et théologiques, on confie cette tâche à d'autres personnes. Les risques de cette option sont considérables : (1) d'abord celui d'une atrophie de nos propres capacités autonomes de faire un discernement de la réalité et d'en communiquer les résultats; (2) ensuite, une contradiction avec notre *dignité de sujets* et avec notre visée de construction d'un *sujet social*; (3) ou, encore, le retour à des expériences historiques (ou d'autres contemporaines) où les dirigeants et experts seuls savaient, les autres étant relégués à la seule obéissance et exécution des diktats venus d'en haut; (4) ne serait-ce pas aussi approuver et renforcer le modèle ecclésial catholique actuel où les «autorités» cherchent à monopoliser la pensée, le discours et les ordres de marche.

Qu'on se rappelle que pour le grand pédagogue Paulo Freire, la «conscientisation» comprenait à la fois la pratique (action) et la réflexion! Enfin, si une telle position résultait, chez certains, d'un intellectualisme primaire, ne serions-nous pas les premiers à en payer le prix dans le rétrécissement de la portée de nos interventions et même dans leur instrumentalisation politique?

► *Sur la théologie*

Il apparaît primordial de clarifier ce qu'on entend par le terme «théologie» et d'écarter toute conception de celle-ci comme «plaquée» sur les pratiques, comme «extérieures» à celles-ci, comme formulée d'abord en termes dogmatiques, traditionnels et trop académiques, ou encore entendue seulement en termes d'activités isolées et «ajoutées» à la dynamique courante. Il ne peut s'agir, non plus, de seulement créer et de faire circuler des ressources, mais plutôt de développer cette dimension de façon intégrée au travail courant, comme une culture, qu'elle soit vécue comme une nécessité interne à la démarche de recherche des voies d'une montée humaine pour les personnes et la société, comme une manière de contrer tout enfermement. La théologie n'a de sens qu'intégrée intimement à une dynamique anthropologique intéressant au plus haut point Dieu, comme en témoigne la tradition que sa présence dans l'humanité a éveillée. La théologie de la libération, comme un acte second ou réflexion de foi sur et à même les pratiques libératrices et les enjeux de société, a paru exemplaire et a séduit les membres du Réseau. À nous de développer une théologie contextuelle propre et cohérente avec ces exigences.

Par ailleurs, un autre enjeu se profile aussi quant à l'appropriation de cette tâche. Nous l'avons déjà évoqué plus haut (voir p. 5) à propos de nos échanges en Comité. Son importance primordiale nous y fait revenir ici. Il s'agissait de la distinction entre trois espaces et milieux possibles de l'interprétation de la foi et de ses sources : celui du magistère (définitions dogmatiques, encycliques, lettres pastorales, liturgie...), le milieu académique, et le milieu socio-communautaire, avec chacun ses caractéristiques propres. En principe, ces instances devraient être complémentaires en s'épaulant et en s'éclairant mutuellement. Mais il en fut rarement ainsi. Les deux premières ont le plus souvent tenu le haut du pavé, et se sont imposées au «peuple» ainsi réduit à la passivité, à l'écoute et au silence alors qu'il était lui aussi dépositaire du *sensus fidei* (ou sens de la foi). Aujourd'hui, le magistère revendique même de

⁷ Nous prenons prétexte de cet exemple extrême pour réfléchir sur tout affaiblissement qui pourrait être souhaité ou effectif de ce pôle dans le Réseau.

monopoliser la fonction théologique et tente de faire des facultés de théologie de simples «courroies de transmission» ou «hauts-parleurs» de sa voix, quitte à sanctionner les théologiens et théologiennes récalcitrants, comme cela s'est passé avec la théologie de la libération et bien d'autres.

L'enjeu central, aujourd'hui, concernant la «théologie» du côté catholique, pourrait bien être, au delà des contenus, celui de rétablir (ou établir) le sujet socio-communautaire comme son sujet premier ou principal, et de mettre les deux autres acteurs au service des démarches de foi engagée des communautés elles-mêmes, menant avec assurance leur propre réflexions sur celles-ci. Comment, autrement, pourrait-on parler de «peuple de Dieu», à moins l'entendre au sens des sociétés pré-démocratiques, toutes suspendues à l'arbitraire ou au seul bon vouloir de leurs souverains! Pour prendre une image empruntée à Carlos Mesters : les *lunettes* (exégèse) ne doivent pas se substituer aux *yeux* (foi vivante du peuple) mais seulement appuyer, au besoin, la propre capacité de lecture de celles-ci. Si cet horizon nous interpelle, ne nous poussera-t-il pas à une réappropriation collective, à notre façon donc, de l'interprétation théologique du monde tel que nous le percevons ainsi que de nos engagements dans celui-ci? Et nul doute que l'expérience protestante, présente au sein du ROJeP, pourrait s'avérer précieuse pour les démarches des groupes catholiques dans cette direction.

2. Recommandations

a) Générales

- 1) Que le CoCo propose une démarche sérieuse d'élucidation actualisée du «flou» entourant l'identité du ROJeP.
- 2) Que soit abordée à nouveaux frais la question de l'intégration plus organique d'un pôle de la théologie contextuelle (incluant toujours une analyse sociale) au sein du ROJeP une fois que ce processus sera complété.
- 3) Que soient ensuite reconsidérées, à la lumière des résultats des deux démarches précédentes, les implications concrètes en termes de pratiques, de projets, de ressources, etc. pour l'analyse sociale et théologique.

b) Particulières

- 4) Que le COCO mette en oeuvre à court terme les suggestions qu'il jugera les plus pertinentes parmi celles qui sont rapportées à propos des questions 4 et 5 (p. 14-15).

Remarque 1

Par delà toutes les initiatives particulières possibles, l'une des questions de fond sous-jacentes au sondage aurait pu s'énoncer ainsi : «Devrait-on simplement mieux tirer parti des ressources existantes concernant l'analyse sociale et théologique **ou** créer aussi une instance interne à la direction du ROJeP pour coordonner ou mettre en place diverses ressources au service du programme du Réseau lui-même et de ses membres?»

En tenant compte de l'ensemble des résultats du sondage pouvant se rapporter à une telle interrogation, il nous a semblé se dégager que, du moins *à court terme*, le ROJeP devait s'orienter dans le sens du partage et de la coordination des ressources existantes avant d'investir de nouvelles énergies, probablement rares, dans une structuration plus importante de cette dimension de sa mission. En d'autres termes, les nombreuses suggestions qui ont été faites n'ont jamais été accompagnées de la proposition d'un réaménagement significatif des structures ou des paramètres de fonctionnement du ROJeP en ce qui concerne l'analyse sociale et théologique. Leur ampleur, cependant, pourrait indirectement suggérer un tel réaménagement, mais il ne relève pas de nous de faire cette interprétation.

D'ailleurs, notre façon de mener le sondage a visé bien plus à percevoir la situation et les attentes des membres qu'à vérifier une hypothèse à partir d'idées pré-conçues. Enfin, nous croyons qu'en attendant que les nécessaires clarifications concernant le ROJeP aient été effectuées, il est possible d'avancer en mettant en œuvre plusieurs des mesures proposées par les groupes. Sinon, les dimensions qui nous intéressent ici vont stagner au lieu que se développe une dynamique véritable qu'il conviendrait plus tard de «formater» en accord avec une configuration mieux établie du ROJeP.

Remarque 2

Sans vouloir nous substituer aux nécessaires décisions collectives, et donc seulement pour faciliter le processus de discernement, nous aurions tendance à dégager des réponses aux questions 4 et 5 (p. 14-15 du présent Rapport, et pp. 25-30 de la Compilation des réponses) les priorités suivantes parmi les suggestions relevées concernant l'analyse sociale et théologique:

- Établir un meilleur accès (informatisé) et coordination de l'information à propos de l'expertise, des ressources et des activités de formation, d'animation ou d'intervention, en provenance tant des membres que d'autres sources.
- Un besoin accru de ressourcement spirituel et théologique, exprimé de diverses façons et faisant l'objet de plusieurs suggestions.
- Élargir aussi aux membres de la base des groupes (plutôt qu'aux seuls représentantEs officiels) les moments de ressourcement organisés dans le cadre des assemblées du ROJeP.
- Poursuivre l'expérience des «flashes bibliques» récemment reprise, et mettre sur pied un atelier d'apprentissage de leur confection par les membres eux-mêmes, avec l'appui de spécialistes.
- Promouvoir des lieux et des occasions de partage et de célébration communautaire d'une foi engagée socialement.

Un dernier mot, enfin, pour souhaiter que le compte rendu et la mise en perspective tant de la démarche du Comité que des résultats du sondage qui ont été faits dans ce Rapport puissent contribuer, à travers le renforcement de son pôle d'analyse sociale et théologique, à une redynamisation du ROJeP lui-même, cet être-ensemble précieux que les groupes chrétiens socialement engagés se sont donnés, au Québec, pour mieux réaliser leur mission.

Michel Beaudin,
Au nom du Comité exploratoire mis sur pied par le Comité de coordination du ROJeP
22 août 2010